

La pandémie, un «prétexte» pour certains États en vue de réprimer, s'inquiète l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a déploré lundi 22 février que l'épidémie de Covid-19 soit utilisée par certains pays, qu'il n'a pas cités, pour faire taire les «voix dissonantes» et les médias.

À LIRE AUSSI : Covid-19: le risque d'une décennie perdue alerte l'ONU

«Brandissant la pandémie comme prétexte, les autorités de certains pays ont pris des mesures de sécurité sévères et des mesures d'urgence pour réprimer les voix dissonantes, abolir les libertés les plus fondamentales, faire taire les médias indépendants et entraver le travail des organisations non gouvernementales», a regretté le chef de l'ONU dans son discours annuel devant le Conseil des droits de l'homme (CDH).

Guterres s'est exprimé, dans un message vidéo pré-enregistré, à l'occasion de l'ouverture de la 46e session du CDH, qui, pour la première fois de son histoire, se déroulera entièrement en ligne (jusqu'au 23 mars) en raison de l'épidémie de Covid-19. Le chef de l'ONU a consacré une large part de son discours à la pandémie, déplorant que les restrictions qui y sont liées *«servent d'excuse pour miner les processus électoraux, affaiblir les voix des opposants et réprimer les critiques»*. Ainsi, a-t-il ajouté, *«des défenseurs des droits humains, des journalistes, des avocats, des militants et même des professionnels de la santé ont fait l'objet d'arrestations, de poursuites et de mesures d'intimidation et de surveillance pour avoir critiqué les mesures - ou le manque de mesures - prises pour faire face à la pandémie»*. En outre, *«l'accès à des informations vitales a parfois été entravé, tandis que la désinformation mortelle a été amplifiée, y compris par quelques dirigeants»*, a-t-il poursuivi, sans dire lesquels.

Des inégalités aggravées par la pandémie

La Haute Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a également dénoncé *«les restrictions illégitimes des libertés publiques (et) l'utilisation excessive des pouvoirs d'urgence»* dans le cadre de l'épidémie. *«L'usage de la force ne mettra pas fin à cette pandémie. Envoyer les critiques en prison ne mettra pas fin à cette pandémie»*, a-t-elle martelé, sans toutefois mentionner de pays.

Le Covid-19 a également *«aggravé les vulnérabilités»* et bouleversé la vie de centaines de millions de familles qui ont perdu un emploi ou vu leurs revenus s'effondrer, s'est inquiété Guterres. *«La pandémie a affecté de manière disproportionnée les femmes, les minorités, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les réfugiés, les migrants et les peuples autochtones»* et

«l'extrême pauvreté gagne du terrain», a-t-il relevé. «Des années de progrès en matière d'égalité des genres ont été réduites à néant», a-t-il dit.

Une «faillite morale» de l'accès équitable à la vaccination

Le secrétaire général de l'ONU a par ailleurs fustigé «*le nationalisme vaccinal*» : «*l'incapacité d'assurer un accès équitable aux vaccins représente une nouvelle faillite morale, nous renvoie en arrière*». Dans son intervention, Guterres a aussi appelé à «*intensifier la lutte contre la résurgence du néonazisme, de la suprématie blanche et du terrorisme à motivation raciale et ethnique*» et à mettre en place une action concertée à l'échelle mondiale pour mettre fin à cette «*menace sérieuse et croissante*». Plus qu'une menace terroriste intérieure, ils sont en train de «*devenir une menace transnationale*», a-t-il considéré.

À VOIR AUSSI - Etat d'urgence: une menace pour nos libertés?